

PREFET DE LA SAVOIE

**ARRETE PREFECTORAL**  
**portant mise en demeure**

**Société METALTEMPLE**  
**à SAINT MICHEL DE MAURIENNE**

LE PREFET DE LA SAVOIE,  
Chevalier de l'ordre national du mérite ;

VU le code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> du livre V, et notamment son article L.514-1 ;

VU les actes administratifs délivrés à la société METALTEMPLE relatifs à l'exploitation de ses installations situées 16, rue du Temple, sur le territoire de la commune de SAINT MICHEL de MAURIENNE, en particulier les arrêtés préfectoraux du 2 décembre 1993, 4 février 2002, 31 mars 2004, 17 juin 2008 et 11 février 2011 ;

VU la visite d'inspection réalisée le 28 juin 2012 sur le site de la société METALTEMPLE à SAINT MICHEL de MAURIENNE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 3 août 2012 faisant suite à l'inspection du 28 juin 2012 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection, il a été constaté le non-respect des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 17/06/2008 puisque le dispositif de prélèvement d'échantillons pour l'autosurveillance des rejets aqueux est un dispositif proportionnel au temps et non proportionnel au débit des rejets ;

CONSIDERANT que le dispositif de prélèvement d'échantillons asservi au temps ne permet pas d'évaluer correctement les flux de polluants rejetés au milieu naturel ;

CONSIDERANT que les polluants potentiellement émis sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité, la santé et la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement et que le non respect des prescriptions imposées ne permet pas d'évaluer l'impact des émissions sur les milieux considérés ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement en mettant la société METALTEMPLE en demeure de satisfaire à ces prescriptions, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société METALTEMPLE exploitant des installations de fonderie de métaux sur le territoire de la commune de SAINT MICHEL de MAURIENNE, au 16 rue du Temple, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 17 juin 2008 en mettant en place, pour l'autosurveillance des rejets aqueux, un dispositif de prélèvement d'échantillons proportionnel au débit des rejets aqueux.

### **ARTICLE 2 : DELAIS DE REALISATION**

La mise en conformité mentionnée à l'article 1 ci-dessus sera réalisée dans un délai de **trois mois** à compter de la date de notification du présent arrêté. Dans ce même délai, la société METALTEMPLE transmettra au Préfet les documents justifiant des mesures prises pour respecter les prescriptions.

### **ARTICLE 3 : SANCTIONS**

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 du Code de l'Environnement sans préjudice de sanctions pénales.

### **ARTICLE 4 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

Le délai de recours pour l'exploitant est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble.

### **ARTICLE 5 : NOTIFICATION - EXECUTION**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le maire de SAINT MICHEL de MAURIENNE.

Chambéry le **14 SEP. 2012**

LE PREFET

Pour la Préfecture de la Savoie

Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY